



une publication du Bureau de Sainte-Croix internationale pour la justice

hiver 2002

À notre époque, seule la pauvreté a été mondialisée. L'adulation du néolibéralisme et le marché tout-puissant relèvent d'une vision erronée et sont la cause profonde de certains des plus sérieux problèmes qui nous affligent.

Patricio Aylwin
Gagnant du prix Fulbright
pour la compréhension internationale

✱ À la fin des années 90, la première décennie de mondialisation post-guerre froide,

✱ le fossé des revenus entre les pays les plus riches et les plus pauvres s'était accru pour atteindre une proportion de 74 pour 1, alors qu'il atteignait une proportion de 60 pour 1 en 1990 et de 30 pour 1 en 1960;

- ✱ le cinquième le plus riche de la population globale jouit de 86% du produit intérieur brut du monde – le cinquième le plus pauvre, de seulement 1%;
- ✱ les échanges des pays les plus riches, où vit 19% de la population du monde, constituaient 71% du commerce mondial;
- ✱ les corporations transnationales constituaient plus de la moitié des plus grosses économies du monde; et
- ✱ les avoirs des trois milliardaires les plus riches du monde dépassaient le produit national brut combiné de tous les pays les moins développés.

LE LIBRE ÉCHANGE: UNE ILLUSION COÛTEUSE

Mary Turgi, CSC

Il est certain que la dernière décennie a été témoin d'une concentration croissante des revenus, de la richesse et des ressources dans les mains de certains individus, corporations et pays. Ce fut aussi une époque d'insécurité grandissante pour la plupart des gens, même pour ceux qui vivent dans les pays développés.

Derrière cette inégalité et cette insécurité en progression se trouvent des changements structurels dans l'économie globale causés par la poursuite d'un modèle particulier du commerce international qu'on appelle communément le «libre échange» et qui comporte une expansion galopante des marchés et la libre circulation des capitaux.

Panacée ou pillage

Le commerce international peut très bien être la question de justice sociale la plus critique et controversée du nouveau millénaire. Alors que les gouvernements des pays développés, les corporations et les institutions comme la Banque mondiale et le FMI voient le libre échange comme la voie de la prospérité universelle, des centaines de milliers de gens de Seattle à Québec à Doha ont dénoncé le modèle actuel du commerce parce que néfaste pour les pauvres, antidémocratique, destructeur de la sécurité humaine et idéologiquement désastreux. Qu'est-ce exactement que le «libre échange» et pourquoi des groupes si disparates – les activistes pour la promotion de la justice

suite page 12 >>>

PERSPECTIVES DANS CE NUMÉRO: Ajuster les balances: une réflexion théologique (p. 2) El Salvador: la surveillance freine les abus (p. 4) ✱ Les agriculteurs indiens victimes du libre marché (p. 6) ✱ Les tribus du Kashipur résistent au déplacement (p. 7) La mondialisation de la résistance (p. 8) ✱ L'OMC à Doha (p. 10) ✱ La «soupe à l'alphabet» (p. 10) ✱ Que Pouvons-Nous Faire? (p. 14) ✱ Ressources (p. 14)

perspectives

On doit analyser l'économie mondiale à la lumière des principes de la justice sociale en respectant l'option préférentielle pour les pauvres...et les exigences du bien commun international.

Jean-Paul II
Ecclesia in America

AJUSTER LES BALANCES: UNE RÉFLEXION THÉOLOGIQUE SUR LE LIBRE MARCHÉ

Claude Grou, CSC

La mondialisation de l'économie de marché est un phénomène plutôt récent, mais qui s'enracine dans une pulsion ancienne d'accumuler la richesse en prenant le contrôle des ressources essentielles à la vie. Dès les premiers temps, les leaders politiques ont monopolisé les ressources critiques et utilisé ce levier pour manipuler et asservir des populations entières. Nous trouvons même dans la Genèse une histoire d'une telle domination. Joseph utilisa d'abord les réserves alimentaires du Pharaon pour soutirer l'argent des gens et ensuite confisquer leurs troupeaux et leurs terres et finalement les priver de liberté jusqu'à ce que le Pharaon contrôlent tous ces avoirs et que le peuple soit asservi.

Même si Joseph est une figure héroïque des Écritures hébraïques, il est assez clair, à partir de textes ultérieurs, que le Dieu d'Israël ne tolère pas ceux qui amassent des richesses et les utilisent pour exploiter et dominer les autres. Les prophètes en particulier ont constamment dénoncé ceux qui altéraient les lois à leur profit, pour s'enrichir aux dépens des autres.

Écoutez ceci, vous qui écrasez le pauvre et voudriez faire disparaître les humbles du pays, vous qui dites:

«Quand donc sera passée la néométrie pour que nous vendions du grain, et le sabbat, que nous écoulions le froment? Nous diminuerons la mesure, nous augmenterons le siclé, nous fausserons les balances pour tromper. Nous

achèterons les faibles à prix d'argent et le pauvre pour une paire de sandales; et nous vendrons les déchets du froment.»

Yahvé l'a juré par l'orgueil de Jacob: Jamais je n'oublierai aucune de leurs actions. (Amos 8, 4-7)

De fait, le Dieu des Hébreux est le Dieu de la justice du jubilé, un Dieu qui insiste sur les rapports *justes* entre les gens: distribution équitable des terres et de la richesse, remise des dettes et libération de l'esclavage.

Jésus fait écho et élargit ces enseignements juifs: il expose les failles de l'accumulation des richesses, appelle ses disciples à une confiance radicale, interpelle les riches à donner aux pauvres tout ce qu'ils ont et à devenir des disciples. Il invite instamment à la gratuité envers les pauvres, les estropiés, les aveugles et les boiteux et relègue à l'enfer les riches insensibles. (cf. Lc, chapitres 12-18)

C'est à partir de cette tradition que l'Église questionne et conteste l'économie de marché: un système qui, de son propre aveu, est basé sur la maximisation des profits sans s'occuper des conséquences, qui concentre la richesse et les



Deux semaines avant le sommet du G-8 à Gênes, le pape interpella les chrétiens pour qu'ils assument la responsabilité du système économique mondial:

... la foi ne peut pas laisser les chrétiens indifférents à de telles questions d'importance mondiale. Elle les incite à interpeller de façon tenace les responsables politiques et économiques leur demandant que le processus actuel de mondialisation soit fermement gouverné par la raison du bien commun des citoyens à travers le monde, basé sur les exigences indispensables de la justice et de la solidarité.

Il me semble que nous devons choisir. Nous pouvons, bien sûr, espérer des réformes dans le système de libre marché pour le rendre plus humain et respectueux de la solidarité humaine. Comme le recommande le pape, nous devons certainement interpeller les chefs d'état pour qu'ils créent des accords internationaux plus justes. Mais l'Évangile nous invite à rejoindre ceux qui proposent des changements plus radicaux. Comme Jésus nous le rappelle

Nul ne peut servir deux maîtres: ou il haïra l'un et aimera l'autre, ou il s'attachera à l'un et méprisera l'autre. Vous ne pouvez servir Dieu et l'Argent. (Mt 6, 24)

L'économie de marché suit ses propres lois du profit maximum et de l'«efficacité économique» et donne plus de force aux pouvoirs dominants. Les disciples de Jésus doivent insister sur une manière radicalement différente: sur une économie au profit de tous, surtout les plus pauvres, qui assure la salubrité de la terre pour les générations actuelles et à venir. ■

Claude Grou, père de Sainte-Croix, est responsable du ministère de promotion de la justice et de la paix à l'Oratoire Saint-Joseph (Montréal) et coordonne la promotion de la justice et de la paix dans la province canadienne des Pères. Il est aussi président du *Regroupement pour la responsabilité sociale des entreprises*, une organisation qui travaille pour que les investissements qui se font à Montréal tiennent compte de leurs incidences sociales. De 1993 à 1997, Claude a été coprésident du *comité pour la justice, la paix et l'intégrité de la création* de l'Union des Supérieurs Généraux à Rome.



ressources cruciales dans les mains d'un petit groupe. Ce système n'est pas conciliable avec les Écritures judéo-chrétiennes et l'enseignement social de l'Église.

Les enseignements sociaux s'enracinent dans les croyances catholiques concernant la dignité de la personne humaine, l'intégrité de la création et l'importance du bien commun. Centrale est l'affirmation qu'un système économique *juste* respecte et soutient ces croyances. Contrastant avec l'économie de marché, un tel système exigerait que le commerce et l'investissement international

- * donnent priorité aux pauvres et aux faibles, non pas aux riches et aux puissants;
- * promeuvent une juste distribution de la richesse, des ressources et du pouvoir;
- * sauvegardent les ressources naturelles et les écosystèmes de la terre;
- * élèvent le bien commun au-dessus de l'efficacité économique; et
- * promeuvent un développement humain *total* – social, politique, culturel et spirituel tout autant qu'économique.

Les employés des CTNs — la plupart des travaillaient jusqu'à 15 heures par jour dans les *maquiladoras*

Au cours des deux dernières décennies, les Salvadoriens ont subi la guerre, des tremblements de terre, l'agitation politique et les vicissitudes économiques. Le courage, la foi et une espérance inébranlable les ont soutenus tout au long de ces épreuves. Maintenant, la mondialisation et la poussée vers le libre échange constituent un nouveau défi: la survie comme travailleurs de *maquiladora* (atelier où les employés sont exploités).

EL SALVADOR: LA SURVEILLANCE FREINE LES ABUS DANS LE DOMAINE DU TRAVAIL

Linda Kors, CSC

Pendant plusieurs années, je suis allée au Salvador avec un groupe d'étudiantes de Saint Mary's College. Chaque nouveau voyage nous mettait devant les yeux de manière de plus en plus évidente les effets des politiques de libre échange sur le paysage du Salvador et sur la vie des gens. Chaque année, apparaissaient de nouvelles agglomérations de maisons institutionnelles bâties en blocs de ciment par des corporations transnationales (CTN) pour loger les employés de l'usine; des maisons petites non meublées et abominables à voir: une véritable pollution visuelle!

Les employés des CTNs — la plupart des femmes — travaillaient jusqu'à 15 heures par jour dans les *maquiladoras* dans des conditions effroyables (voir la citation à la fin de l'article). Ces conditions sont légales parce que les *maquiladoras* sont localisées dans ce qu'on appelle les «zones de libre échange». Les zones de libre échange sont des zones particulières à l'intérieur des pays où le commerce et l'industrie sont moins réglementés. Les travailleurs sont peu protégés (lorsque des protections existent) et la réglementation environnementale est

inexistante, car son application augmenterait les coûts de production.

Lorsque nous étions au Salvador, nous avons rencontré Norma Morlina, coordonnatrice à l'*Organizacion internacional del trabajo* (OIT), le bras salvadorien de l'Organisation internationale du travail. Ce groupe fait de la surveillance indépendante des conditions de travail dans les usines, soutient les mouvements de travailleurs qui débutent et fait campagne pour les droits du travail. Son but ultime est d'habiliter les syndicats et les travailleurs à prendre leur responsabilité pour l'amélioration de leurs conditions de travail sans avoir à subir les représailles de la direction.

La surveillance de l'OIT commença au Salvador avec le conflit dans une usine de confection de vêtements pour GAP. Les travailleurs qui ont essayé de discuter des conditions de travail et soutenu l'organisation du travail ont été injustement licenciés. Le groupe de surveillance intervint et, grâce à leur médiation, 79 travailleurs ont été réembauchés.

Le système de surveillance salvadorien est maintenant devenu un modèle pour les travailleurs des *maquiladoras* dans d'autres pays. Norma croit que c'est parce que leur système implique à dessein tous ceux qui ont des intérêts dans l'entreprise — travailleurs et patrons — et qu'il a été utilisé avec beaucoup de succès.

La surveillance a produit quelques améliorations pour les travailleurs des *maquiladoras*, mais beaucoup de problèmes demeurent. Si les travailleurs questionnent les pratiques des CTNs opérant dans les zones de libre échange, les corporations peuvent tout simplement ignorer l'interpellation sans être sanctionnées. Ou bien, elles peuvent déménager



Coopérative de femmes Salvadoriennes avec des membres du pèlerinage 2000 de Saint Mary's College.

femmes — dans des conditions effroyables



dans un lieu encore moins réglementé et déplacer les travailleurs.

Heureusement, les travailleurs dans les ateliers où on les exploite, au Salvador comme dans tout le Sud, ont trouvé de nouveaux alliés dans leur quête de justice économique: les investisseurs conscients de leur responsabilité sociale et les consommateurs du Nord. Lors de rencontres d'actionnaires des CTNs qui opèrent des ateliers où les travailleurs sont exploités, beaucoup d'investisseurs religieux déposent régulièrement des résolutions exigeant des salaires justes et de meilleures conditions de travail. Par ailleurs, les consommateurs du Nord posent maintenant des questions pour savoir comment et où on confectionne leurs vêtements. Beaucoup d'entre eux refusent d'acheter des vêtements confectionnés dans des conditions injustes; dans certains cas, les corporations réagissent à cette offensive contre leur «produit» en acceptant la surveillance.

La production de biens d'exportation est importante pour l'économie du Salvador et le bien-être de sa population. Cependant, les Salvadoriens ne peuvent progresser sur le plan économique que s'ils peuvent produire et exporter des biens à travers des pratiques de *commerce justes*: des salaires décents pour les travailleurs, des protections adéquates pour le travail et l'environnement et des conditions de travail qui sont à la fois sécuritaires et saines. ■

Linda Kors (ci-haut, à gauche) soeur de la Sainte-Croix, est directrice des services bénévoles et membre de l'équipe pastorale au «Saint Mary's College», à Notre-Dame, IN. Linda inclut dans son apostolat l'organisation aux États-Unis et à l'étranger de stages d'apprentissage pour les étudiants aux moments des congés de l'automne et du printemps.

DANS LES ATELIERS QUI EXPLOITENT LES TRAVAILLEURS

À l'usine Doall # 2 dans la banlieue de San Salvador, 800 travailleurs confectionnent des vêtements pour la ligne de vêtements Liz Claiborne, Perry Ellis et Leslie Fay. L'usine se trouve dans la zone de libre échange San Marcos entourée d'une haute clôture métallique surmontée de barbelés tranchants. Le portail de métal est fermé à clé et patrouillé par des gardes de sécurité lourdement armés.

À Doall, les travailleurs et travailleuses — dont plus de 80% sont des femmes — sont soumis aux exigences suivantes:

- * une fouille physique lorsqu'ils entrent à l'usine
- * une seule pause par poste pour passer à la toilette
- * des tests obligatoires de grossesse que les femmes doivent défrayer. Si elles sont enceintes, on les congédie
- * un travail qui atteint des objectifs de production excessifs (60-80 pièces à l'heure)
- * un salaire insuffisant pour vivre (0.60\$ U.S. de l'heure)
- * 15 heures de travail par jour, et sept jours par semaine dans les saisons de pointe
- * heures supplémentaires obligatoires. Si les travailleurs refusent une première fois des heures supplémentaires de travail, ils perdent le salaire d'une journée; s'ils refusent une deuxième fois, ils sont congédiés
- * aucun soin de santé ni de congé de maladie.

Rapport du comité national du travail: *Fired for Crying to the Gringos*, 1999.



Certains se sont même enlevé la vie plutôt que de faire face au lourd fardeau de la dette.

«Ouvrez vos marchés et récoltez une riche moisson!» proclament les champions du libre échange. Et, de fait, quand les accords commerciaux indiens ont été signés et que se sont ouverts les marchés, il y a eu une montée en flèche des profits des agriculteurs. Les petits, les moyens et les gros fermiers étaient tous emballés par l'augmentation subite des prix pour leurs produits. Ces premières expériences incitèrent beaucoup d'entre eux à emprunter, même à des taux d'intérêt élevés, pour développer leurs activités. Les petits fermiers en particulier, enthousiasmés par leur succès initial, empruntèrent beaucoup pour agrandir leur ferme, construire de nouvelles maisons et éduquer leurs enfants, confiant que les revenus en croissance pourraient leur permettre de rembourser leurs prêts.

l'électricité pour la ferme et le soutien des prix de certains produits.

Quelle tragédie! Le coût de production ne fait qu'augmenter considérablement chaque année, mais les prix des produits agricoles continuent de chuter sans aucun signe de retour en arrière. Cela laisse les fermiers emprisonnés dans un piège de dettes. Plusieurs ont dû vendre tout ce qu'ils possédaient pour survivre; d'autres ont été forcés de ne pas respecter le remboursement de leur emprunt et ont vu leurs fermes confisquées. Certains se sont même enlevé la vie plutôt que de faire face au lourd fardeau de la dette.

En Inde, les fermiers ont été parmi les premiers à subir le choc du libre marché. Bien qu'au début j'aie entretenu bien des soupçons par rapport aux critiques qui condamnaient le libre échange, j'en suis arrivé maintenant à ajouter ma voix à cette condamnation parce que j'ai fait directement l'expérience des effets pervers de l'économie de marché sur notre pays. ■

LES AGRICULTEURS INDIENS VICTIMES DU LIBRE MARCHÉ

Joseph Gaspar, CSC

Cependant, une fois qu'on eût levé les restrictions sur l'importation comme le stipulaient les accords de l'OMC, le marché a été inondé de produits agricoles importés des pays développés et de ceux du Sud-Est asiatique. Les prix de tous les produits agricoles chutèrent, laissant les fermiers avec des pertes énormes en dépit de bonnes récoltes. Le tableau ci-dessous montre cette chute des prix au cours des années passées.

En ajoutant l'insulte à l'injure, à cause des règles commerciales comme l'Accord sur l'agriculture de l'OMC et la pression des institutions financières internationales comme la Banque mondiale, le FMI et la Banque de développement de l'Asie, le gouvernement a même retiré les subventions qu'il accordait auparavant pour: les fertilisants,

Joseph Gaspar, père de Sainte-Croix à Trichy, au Sud de l'Inde, travaille au sein du Mouvement pour la conscientisation des femmes qui aide les femmes pauvres à s'organiser autour de questions critiques et à obtenir des bénéfices gouvernementaux. Auparavant, il a été formateur des pré-novices à Bangalore.

LES PRIX DES PRODUITS AGRICOLES – INDE

Récoltes	Prix en 1997 (en roupies)	Prix en 2001
Coton	Rs. 25/kg	Rs. 14/kg
Café	Rs. 110/kg	Rs. 38/kg
Noix de coco	Rs. 4/l'unité	Rs. 2/l'unité
Caoutchouc	Rs. 60/kg	Rs. 25/kg
Piment séché	Rs. 70/kg	Rs. 20/kg
Riz	Rs. 600/le sac	Rs. 350/le sac

Nous mourrons mais nous n'aurons pas peur; nous ne sacrifierons jamais la terre qui nous a vu naître.

Les gens du Kashipur

LES TRIBUS DU KASHIPUR RÉSISTENT AU DÉPLACEMENT

Adapté d'un article de John Desrochers, CSC et al.

Le Kashipur, peuplé en majorité par des tribus, est l'un des groupes les plus sous-développés du sud d'Orissa, en Inde. Les populations tribales sont profondément attachées à leur terre et dépendent d'elle pour vivre. Cependant, la région est aussi riche en dépôts de bauxite et donc hautement attrayante pour les corporations transnationales (CTN). Il y a dix ans, trois CTNs (dont l'ALCAN du Canada) ont formé l'*Utkal Alumina International Limited* (UAIL) et ont envahi le Kashipur. À l'époque, des représentants ont dit aux gens qu'ils bâtissaient un centre médical pour l'éradication de la malaria et qu'ils avaient besoin de tracer des routes et de creuser des étangs. De fait, ils ont commencé à creuser des étangs pour les scories. Quand les gens les ont interrogés, ils ont découvert que le gouvernement avait cédé leur terre aux CTNs. Une nouvelle commune y serait développée et les gens devaient être déplacés.

La grande majorité ne voulait pas être relocalisée et les gens ont commencé à résister activement. Depuis 1992, ils ont organisé des barrages routiers, des rallies et des démonstrations et ont formé plusieurs organisations pour s'opposer au déplacement. Des avocats miniers ont porté au moins 80 fausses causes devant les tribunaux pour harasser et emprisonner ceux qui protestaient et leur voler leur terre, mais les gens s'étaient jurés de continuer la résistance.

L'histoire est loin d'être unique. Au cours des cinquante dernières années, plus de 30 millions d'Indiens ont été déplacés par le faux développement et seulement 25% ont été minimalement relocalisés. Le projet *Utkal* exigera plus de 4 375 acres de terre pour des opérations minières, des usines et des villes, pour le déversement et le transport. Trois villages seront complètement détruits et plus de 100 auront subi des dommages irréparables. Deux des tribus les plus primitives du pays vont totalement perdre

leurs moyens d'existence.

L'impact environnemental du projet sera aussi désastreux. On rasera des collines, les fortes pluies vont charrier du limon dans les réservoirs d'eau et des millions de tonnes d'effluents solides vont être emmagasinés dans des étangs à déchets. La mine sera à «ciel ouvert»; ce qui va donner un rendement rapide sur les investissements, mais va laisser un trou béant.

Le projet UAIL est repréhensible pour bien des motifs:

- * on va déplacer des communautés de leur terre, de leur forêt de leur approvisionnement en eau, violant ainsi leur droit à des moyens d'existence;
- * les acquisitions de terre par les CTNs violent la loi indienne;
- * on a toujours nié aux gens des tribus une information légitime et le droit de participer aux prises de décisions qui les affectent;
- * la police et les avocats miniers ont menacé et essayé d'intimider les communautés tribales;
- * on a ignoré les droits tribaux à des ressources communes et à un environnement salubre;
- * on n'a tenu aucun compte des droits à des pratiques sociales, religieuses et culturelles.

La question fondamentale ici, c'est le concept même du développement: doit-il signifier des profits pour les corporations ou le progrès pour les gens en harmonie avec leurs droits?

Les gens du Kashipur demandent votre soutien. S'il vous plaît, exprimez votre solidarité en utilisant les adresses suivantes:

- * **Gouverneur d'Orissa:**
Courriel: govsec@ori.nic.in;
Télécopieur: 0674-404695 — code régional 91.
- * **Premier ministre d'Orissa:**
Courriel: cmorissa@ori.nic.in;
Télécopieur: 0674-400100.
- * **ALCAN, Inc.:**
Courriel: Media.Relations@alcan.com;
Télécopieur: 514- 848-8115.
- * **Ministre canadien des Affaires étrangères:**
Télécopieur: 01-613-996-3443.

Jean Desrochers, père de Sainte-Croix, travaille en Inde depuis 1963. Il est le fondateur-directeur du «Centre for Social Action», à Bangalore et il est l'auteur de plusieurs livres sur les questions sociales. Il anime aussi une variété de séminaires et de sessions de formation. Le Centre publie un bulletin trimestriel «Integral Liberation» d'où cet article a été extrait.



Qui sommes-nous? Nous sommes les gardiens de la semence démocratique. Nous sommes des éducateurs et des travailleurs de première ligne dans le domaine de la santé. Nous sommes issus des premières nations. Nous sommes des activistes luttant contre la pauvreté et pour la justice sociale. Nous sommes des environnementalistes engagés. Nous sommes des travailleurs provenant des quatre coins de la terre. Nous sommes âgés et jeunes et tout entre les deux. Nous représentons la majorité de la population du globe et nous exigeons d'être entendus dans les couloirs du pouvoir.

Maude Barlow, Council of Canadians

LA MONDIALISATION DE LA RÉSISTANCE

Richard Renshaw, CSC

Beaucoup d'entre nous connaissent les histoires des «cités ouvrières» et des «Républiques de bananes» — villes et pays dont l'économie et les systèmes politiques ont été complètement dominés par une seule entreprise. Il s'agissait d'«autorité corporative» locale. Mais aujourd'hui, le pouvoir corporatif est mondial. De très grandes corporations transnationales (CTNs) contrôlent tellement de ressources économiques qu'elles ont plus de pouvoir que les États-nation. Plusieurs prétendent que les corporations gèrent maintenant non seulement des villes et des pays, mais le monde entier.

Pendant, au cours des dernières années, la *résistance* aux règles des corporations s'est aussi mondialisée. Des organisations non gouvernementales (ONGs) ont été le fer de lance d'une lutte populaire pour limiter le pouvoir corporatif et rendre imputables les gouvernements démocratiquement élus. Précisément parce qu'elles ne font pas partie des structures politiques que les corporations ont appris à manipuler, de telles organisations constituent une «zone libre» où les forces d'opposition peuvent être encore mobilisées.

Partout, le nombre de tels «groupes de la société civile» s'est accru rapidement au cours des quelques dernières décennies. En outre, l'internet a permis à des groupes de citoyens de par le monde de se donner la main: développement des analyses sociales communes, partage des stratégies et coordination des actions. C'est tout simplement une telle collaboration et coordination qui a fait échouer l'AMI (Accord multilatéral sur l'investissement) en 1998 et embêté tous les gouvernements et les «Sommets» corporatifs au cours des dernières années, que ce soit à Seattle, à Washington, D.C., à Québec ou à Gènes. Des jeunes, en particulier, sont montés au front contre les règles des corporations et l'économie de marché avec une créativité, une énergie et un engagement étonnants. Ils donnent corps à une nouvelle conscience des idéaux démocratiques et à un rejet sonore de la dynamique de la domination corporative.



Stratégies de résistance

Brouillage culturel

Le mouvement anticorporatif a trouvé d'innombrables moyens pour transmettre son message à travers le monde. L'un des plus originaux est le «brouillage culturel». Les campagnes de brouillage culturel rejoignent directement les consommateurs en mettant en évidence les plus grandes faiblesses des corporations: le traitement qu'elles réservent à leurs travailleurs, leurs pratiques de production et de commercialisation et leur manipulation de l'information. Les activités vont des espiègleries créatrices au théâtre subversif pour faire cesser les dommages causés à la propriété.

- * Les activistes qui font du brouillage culturel ont présenté les véhicules utilitaires (VUs) comme des «gas-guzzling planet-heaters» [bouffeurs d'essence qui réchauffent la planète] en apposant des autocollants sur les pare-chocs dont le message se lit comme suit: «Je suis en train de changer le climat! Demande-moi comment!» Les autocollants dirigent les lecteurs vers un site web contenant de l'information sur

le réchauffement global, la surutilisation des combustibles fossiles et les effets négatifs des VUs.

* Pour alerter les consommateurs sur les risques potentiels des aliments obtenus par manipulation génétique (OGMs) pour la santé et l'environnement, on a collé des étiquettes sur les aliments ainsi modifiés. Ces dernières dirigent les lecteurs vers des sites web qui exposent des corporations comme

Monsanto et Dow ayant beaucoup investi dans la production de semences et d'aliments par manipulation génétique.

- * Jonas Peretti a mis Nike dans l'embarras en rendant publique la correspondance internet dans laquelle la compagnie essaie d'expliquer pourquoi elle n'a pas été en mesure d'acquiescer à sa demande de se procurer des chaussures Nike personnalisées sur lesquelles

apparaîtrait le mot *Sweatshop* [atelier où on exploite les travailleurs] à côté de la marque de commerce Swoosh.

Le brouillage culturel dévoile les mythes de la publicité des corporations, dérange la complaisance des consommateurs et envoie des contre-messages par rapport aux produits des corporations. En bien des cas, ces activités ont laissé des traces sur l'image des corporations et le «rendement» d'une importance capitale pour elles.

Les investissements qui tiennent compte de la responsabilité sociale de l'investisseur

Un autre mouvement qui travaille à rendre les corporations imputables s'appelle «Socially responsible investing» (SRI) [les investissements qui tiennent compte de la responsabilité sociale de l'investisseur]. Le plaidoyer auprès des actionnaires constitue l'une des stratégies les plus efficaces du SRI. Ses membres présentent des résolutions d'actionnaire visant à alerter les autres investisseurs par rapport à des politiques et des pratiques corporatives injustes. Assez souvent, la seule menace d'être exposés par une résolution d'actionnaire suffit à convaincre les exécutifs des corporations à engager un dialogue. Les discussions avec les avocats des actionnaires résultent fréquemment en une conduite corporative plus responsable.

Le mouvement SRI peut signaler bon nombre de succès significatifs. Par exemple, réagissant aux pressions exercées par des investisseurs:

- ✳ WENDY'S INTERNATIONAL accepta d'interdire que l'on fume dans ses restaurants, améliorant ainsi les conditions de santé des clients et des employés.
- ✳ Plusieurs compagnies se sont retirées de la Birmanie à cause de ses politiques répressives et des violations des droits humains.
- ✳ Plusieurs corporations, y compris GOODYEAR, PROCTER & GAMBLE et PEPSICO, ont cessé d'utiliser de la publicité offensive sur le plan racial; HOME DEPOT a banni la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle.
- ✳ Les compagnies d'électricité new-yorkaises ont annulé des contrats avec Hydro-Québec qui par la suite a abandonné un projet de barrage destructeur pour l'environnement.

La réglementation internationale

On essaie au niveau mondial, largement à travers les Nations Unies, de faire des lois internationales pour le contrôle des transactions financières, de créer des règlements environnementaux exécutoires et de rendre les corporations plus imputables aux communautés locales et nationales. Ici encore, les organisations religieuses (ONGs) et les syndicats envisagent d'autres possibilités et mobilisent des appuis à travers le monde.



Partenariats pour un commerce équitable

Des groupes de citoyens de la base travaillent aussi à remplacer le libre échange par un commerce équitable qui respecte la dignité des travailleurs et assure un juste prix pour les biens produits. La création de partenariats entre les travailleurs et les consommateurs constitue une stratégie pour qu'un commerce équitable soit possible. Par exemple, les consommateurs choisissent d'acheter des produits par l'entremise d'organisations commerciales autres pour s'assurer que les vêtements qu'ils portent et les tapis sur lesquels ils marchent ont été produits dans des conditions acceptables. Ou bien ils se mettent d'accord pour payer plus cher leur café matinal pour aider les travailleurs des plantations de café de l'Amérique Centrale à subvenir aux besoins de leur famille.

Les stratégies de changement sont aussi nombreuses et variées que l'engagement et la créativité des individus et des groupes actifs dans ce domaine. Ces stratégies incluent nécessairement des efforts visionnaires et à long terme pour bâtir un avenir mondial acceptable et aussi des actions immédiates sur de menus détails de situations locales. La «mondialisation par la base» est décentralisée et variée, mais évidente: que les corporations et leurs amis se le tiennent pour dit. Les coalitions de citoyens qui s'opposent à la forme de mondialisation du libre échange n'ont pas l'intention d'échouer. Comme l'exprimait Lori Wallach du *Public Citizen* après la rencontre de l'OMC à Seattle, «La supposée force irrésistible de la mondialisation vient de se heurter à l'objet inamovible qu'on appelle la démocratie de la base. Le monde ne sera plus jamais le même!» ■

Richard Renshaw, père de Sainte-Croix de la province canadienne anglaise, est assistant secrétaire général de la Conférence religieuse canadienne. En lien avec cette fonction, il est membre du conseil d'administration de *Kairos*, Initiative oecuménique canadienne pour la justice, et il a été coprésident national de la coalition pour les droits des autochtones. Richard a aussi œuvré au Pérou de 1980 à 1991 en exerçant divers ministères, y compris celui de curé de paroisse, d'aumônier de prison, membre de CEPAZ (*Centro de estudios y acción para la paz*) et éditeur de LADOC (*Documentation latino-américaine*).



Lorsque les fonctionnaires eurent condensé le contenu des conférences, obtus et remplis de belles phrases qui ne disent pas grand-chose; même

Encore une fois, les gouvernements membres de l'OMC ont été incapables d'aborder les préoccupations profondes concernant l'impact des règles du commerce sur les populations pauvres et l'environnement. À Doha, on a continué les négociations commerciales sur la base d'une entente axée sur le commerce et sur un engagement idéologique par rapport à la mondialisation du commerce...

Rapport de la Coalition des groupes de la société civile à Doha

L'OMC À DOHA: DÉVELOPPEMENT OU DÉSASTRE?

Ellen Dolores Lynch, CSC

La quatrième rencontre ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) — la première depuis la rencontre litigieuse à Seattle en 1999 — a été tenue à Doha, au Qatar, du 9 au 14 novembre. Le pays éloigné du Golfe persique a été choisi comme hôte pour minimiser la possibilité des protestations. Le gouvernement a accordé relativement peu de visas aux observateurs; une haute sécurité avait été mise en place, peu de logements étaient disponibles et les protestataires étaient muselés suite aux attaques terroristes du 11 septembre aux États-Unis.

Lorsque les fonctionnaires eurent condensé le contenu des conférences, certains ont jugé que la déclaration finale de la rencontre était un texte obtus et remplis de belles phrases qui ne disent pas grand-chose; même le *Financial Times* de Londres l'a traitée de «presque insignifiante». Mais les fonctionnaires proclamaient le début d'une nouvelle ronde de négociations pour l'expansion du libre échange et le directeur de l'OMC, Michael Moore a remercié les délégués d'avoir «sauvé l'OMC» tout en proclamant que la rencontre avait été un succès.

Les groupes de la société civile de Doha ne sont pas d'accord. Leur rapport de conclusion affirmait que Doha avait été une «tragédie» — une «ronde de développement sans développement». Ils ont critiqué les inégalités de la rencontre et le manque de transparence et ils ont souligné les pratiques de négociation immorales des pays riches; e.g., lier l'aide aux budgets des pays en voie de développement aux positions qu'ils prennent par rapport à la libéralisation du marché.

Quels sont les résultats de la rencontre de Doha? De fait, aucun n'a obtenu tout ce qu'il voulait. Les nations commerciales les plus puissantes voulaient

qu'on lance immédiatement les négociations pour en arriver à de nouveaux accords sur l'investissement, les politiques d'acquisition des gouvernements et la compétition. Cet objectif n'a pas été atteint; de telles négociations pourront se faire après la prochaine rencontre ministérielle en 2003, mais seulement par un «consensus écrit» des pays membres.

Comme on pouvait s'y attendre, les pays développés ont fait encore pire avec l'ordre du jour.

- ★ Même si les membres de l'OMC se sont mis d'accord qu'on pourrait produire (localement) des médicaments génériques pour résoudre les crises de santé publique comme le VIH/SIDA, il n'y a eu aucun changement dans la formulation formelle du ADPC (Accord sur les droits de propriété intellectuelle qui touchent le commerce) pour permettre aux pays développés d'annuler les brevets au nom de la santé publique. Le ADPC n'ont pas été modifiés non plus pour protéger les droits des pays en voie de développement aux ressources naturelles et à la connaissance traditionnelle des semences et des plantes médicinales.
- ★ À Doha, les pays développés ont cherché une «décision de mise en oeuvre» qui auraient immé-

LA «SOUPE À L'ALPHABET» DU LIBRE ÉCHANGE

Le langage employé pour parler du commerce est criblé de sigles: Le AGCS, Le MIC, Le ADPC, Le SPS, Le AA,.... Qui sait ce qu'ils signifient? Il est tentant de hausser les épaules et de dire: «Qu'est-ce que ça peut bien faire?» Mais il est crucial de s'en préoccuper parce que les accords signifiés par ces sigles menacent la sécurité des populations et de la planète et mine la démocratie. Voici un petit guide pour la «soupe à l'alphabet» de l'OMC:

Le AGCS [Accord général sur le commerce des services] restreint les initiatives gouvernementales par rapport aux services par des contraintes légales soutenues par les

certain ont jugé que la déclaration finale de la rencontre était un texte
le *Financial Times* de Londres l'a traitée de «presque insignifiante».

diatement modifié le nombre de règles et d'accords de l'OMC pour permettre aux pays pauvres d'obtenir plus de bénéfices du commerce. Le document final reconnaissait la nécessité de revoir les questions de mise en oeuvre, mais on n'a fait aucun changement substantiel.

- * Le langage sur l'élimination progressive des subventions à l'agriculture a été dilué à cause des objections de l'Union européenne. On n'a pris aucun engagement pour l'élimination progressive des quotas sur le textile et le vêtement à cause de la forte résistance des États-Unis. Les propositions pour la promotion de la sécurité alimentaire ont été complètement ignorées.
- * Dans le document final, on a enlevé la référence qui identifiait l'Organisation internationale du travail (OIT) comme la tribune appropriée pour traiter des questions concernant le travail et le commerce, laissant l'OMC libre de s'engager là où elle n'a ni autorité ni expertise.

La rencontre ministérielle de Doha a été une victoire pour les nations puissantes, mais comme le notent Walden Bello et Anuradha Mittal dans *The Meaning of Doha*, elle peut très bien avoir été une victoire désastreuse: «La combinaison des ressentiments

des pays développés enflammés par le processus suivi à Doha, une récession mondiale résultant de l'enfermement sans discrimination des économies par un commerce accéléré et la libéralisation financière, et la résistance revigorée de la société civile à la mondialisation corporative ne peuvent qu'éroder la crédibilité et la légitimité des piliers institutionnels du libre échange comme l'OMC.» ■

Ellen Dolores Lynch (à droite) soeur de la Sainte-Croix, est un membre respecté du comité de justice de la congrégation, une volontaire du Bureau de Sainte-Croix internationale pour la justice et une participante active dans plusieurs organisations pour la justice à Washington, D.C. Avant sa «retraite», Ellen avait oeuvré pendant 19 ans pour la promotion de la justice au sein de la «Coalition for New Foreign Policy» [Coalition pour une nouvelle politique étrangère] et du «Quixote Center».



sanctions de l'OMC sur le commerce. Les négociations du AGCS visent une plus grande mainmise des corporations transnationales (CTNs) sur les services dans des domaines tels la santé, l'éducation, la distribution d'eau et d'énergie et la protection de l'environnement. Le AGCS mine la capacité des gouvernements de fournir les services essentiels et de légiférer là-dessus.

Le MIC [Accord sur les mesures concernant les investissements liés au commerce] déterminent ce que les gouvernements peuvent et ne peuvent pas faire pour réglementer l'investissement étranger. Plusieurs CTNs veulent utiliser le MIC pour créer des règles d'«État-investisseur» au sein de l'OMC de manière à ce que les corporations puissent poursuivre en justice des gouvernements étrangers pour toute législation qui entraînerait une perte de

profits. Les règles d'État-investisseur font déjà partie de certains accords régionaux de libre échange, comme l'ALENA.

Le ADPC [Accord sur les droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce] décident de règles exécutoires globales pour les brevets, les droits d'auteur, les marques déposées et les permis brevetés de plusieurs semences, sous forme végétale et animale, piratés des pays développés. Récemment, les CTNs ont aussi invoqué le ADPC pour essayer d'empêcher les pays en voie de développement de produire des médicaments génériques plus économiques pour les patients affectés par le VIH/SIDA.

Le SPS [Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires] applique des contraintes aux politiques gouvernementales en rapport avec la sécurité alimentaire et la santé

des animaux et des plantes. Le SPS s'applique à bien des choses: e.g. les pesticides et les contaminants biologiques, l'inspection des aliments, l'étiquetage des produits et les aliments génétiquement modifiés. On l'a utilisé pour faire échouer l'application du «principe de précaution» qui permet d'agir de façon réglementaire lorsqu'il y a un risque de dommage, même si l'étendue et la nature de l'impact sont scientifiquement incertaines.

Le AA [Accord sur l'agriculture] règle le commerce alimentaire international et restreint les politiques agricoles locales, y compris les niveaux de soutien gouvernemental aux agriculteurs et la capacité de maintenir des réserves alimentaires d'urgence, de légiférer en matière de sécurité alimentaire et d'assurer un approvisionnement en vivres. On a sévèrement critiqué l'AA pour l'intensification de l'exploitation des ressources, l'expansion des fermes corporatives et la sape des protections environnementales.



Extrait de *La quatrième rencontre ministérielle de l'organisation mondiale du commerce: Une analyse* de Maude Barlow, Council of Canadians

»»» Le libre échange: une illusion coûteuse, suite de la couverture

sociale, la société civile (ONGs) du Sud et du Nord, les syndicats, les environnementalistes et les gouvernements de plusieurs pays développés – y résistent-ils si vigoureusement?

Le modèle commercial actuel s'enracine dans une philosophie et une pratique économiques qu'on appelle le néolibéralisme. Depuis l'époque Reagan-Tatcher, les croyances qui le fondent ont servi de dogme économique et on les tient souvent pour acquis:

- ✦ la croissance économique soutenue est essentielle au progrès humain;
- ✦ le «libre marché», qui opère sans restriction, est le plus efficace et mène à une allocation optimale des ressources;
- ✦ la fonction première des gouvernements est de promouvoir le commerce et d'assurer le respect des droits de propriété et des contrats;
- ✦ la privatisation – transférer au secteur privé les fonctions et les avoirs des gouvernements – accroît l'efficacité;
- ✦ la mondialisation économique profite à tous.

De ces principes découlent des pratiques économiques maintenant bien connues à travers le monde:

- ✦ *Libéralisation des marchés*: Élimination des barrières au commerce; possibilité de circulation sans restriction des capitaux, des biens et des services; libération de l'entreprise privée des contrôles gouvernementaux et d'autres empêchements» tels les syndicats et les lois pour la protection de la santé publique et des droits humains.
- ✦ *Réduction des dépenses publiques*: Restriction du rôle du gouvernement par des coupures dans les dépenses pour des services comme la santé, l'éducation et par l'élimination des «filets de protection» sociale.
- ✦ *Déréglementation*: Élimination de toutes les règles susceptibles de diminuer les profits, y compris les protections environnementales et les lois du travail.
- ✦ *Privatisation*: Vente à des investisseurs privés des entreprises, des biens et des services publics comme les écoles, les hôpitaux et les services publics.
- ✦ *Individualisation*: Minimisation de concepts comme le «bien commun» et la «responsabilité sociale».

Le prix élevé du libre échange

Le libre échange n'est pas gratuit. Même ceux qui proposent la libéralisation du commerce

admettent qu'il y a des gagnants et des perdants et que les perdants sont souvent les gens et les pays les plus pauvres. Par exemple, une étude récente de la Banque mondiale concède que la libéralisation du commerce a des impacts négatifs sur le 40% le plus pauvre de la population mondiale, mais qu'elle affecte positivement les groupes à revenus plus élevés. Les Nations Unies estiment que les pays pauvres perdent quotidiennement près de 1,9 milliard (en dollars américains) parce que les règles commerciales favorisent les pays du Nord. Et depuis 1980, les 48 pays les plus pauvres du monde ont vu leur part du commerce diminuer de près de moitié en la réduisant à 0,4%.

Les pays pauvres et les pauvres ne sont cependant pas les seuls perdants de la libéralisation du commerce. Les coûts du libre échange et la mondialisation économique sont élevés et presque tous ont à les défrayer.

Expansion du pouvoir corporatif: Le rapport sur le développement humain de l'ONU en 1999 notait que plusieurs corporations mondiales sont maintenant plus riches que certains États-nation. Économiquement, Mitsubishi est plus puissante que l'Afrique du Sud, et General Motors plus puissante que l'Arabie Saoudite. Le revenu annuel combiné des 200 plus grandes corporations dépasse celui des 182 pays où se trouve 80% de la population mondiale. Une telle richesse donne un énorme pouvoir économique et politique. De fait, la concentration du pouvoir est un premier objectif de l'intégration économique. Comme le remarque David Korten, ancien professeur du Graduate School of Business de l'Université Harvard:

La corporation moderne est spécifiquement conçue pour concentrer le pouvoir économique et protéger ceux qui l'utilisent pour qu'ils n'aient pas à répondre des conséquences de son usage. Les accords de libre échange... ne sont pas vraiment des accords. Ce sont des ententes d'intégration économique visant à garantir les droits des corporations mondiales de déménager où elles veulent à la fois les biens et les investissements sans interférence publique ni imputabilité. Le pouvoir des corporations réside vraiment dans cette capacité de manipuler les communautés et les marchés à leur profit.

Les corporations transnationales (CTNs) ont accru leur pouvoir de manipuler non seulement les communautés et les marchés, mais aussi les États-nation et les institutions mondiales. Les intérêts corporatifs ont complètement pris en otage l'organisation mondiale du commerce (OMC), l'organisation mondiale des 142

pays responsables de la gérance du commerce mondial. Dans les discussions qui ont donné naissance au ADPC (Accord sur les droits de propriété intellectuelle qui touchent le commerce) par lesquels les corporations exercent un plus grand contrôle sur «l'économie de la connaissance», 96 des 111 membres de la délégation américaine provenaient du secteur privé. À la rencontre ministérielle de l'OMC tenue au Qatar en 2001, 240 des ONGs accréditées étaient en fait représentatives des plus grandes industries. Une influence aussi énorme et souvent invisible garantit virtuellement que les règles commerciales mondiales soient rédigées au profit des CTNs et de leurs alliés et au détriment de tous les autres.

Approfondissement de l'insécurité: Le rapport sur le développement humain de 1999 confirme aussi que la libéralisation économique mine la sécurité humaine dans les pays riches et les pays pauvres. Les domaines clés affectés sont l'emploi et les salaires, la nourriture et la sécurité environnementale.

La sécurité de l'emploi et des salaires

La libéralisation économique affecte négativement les travailleurs des pays développés et en voie de développement. Considérez les effets de

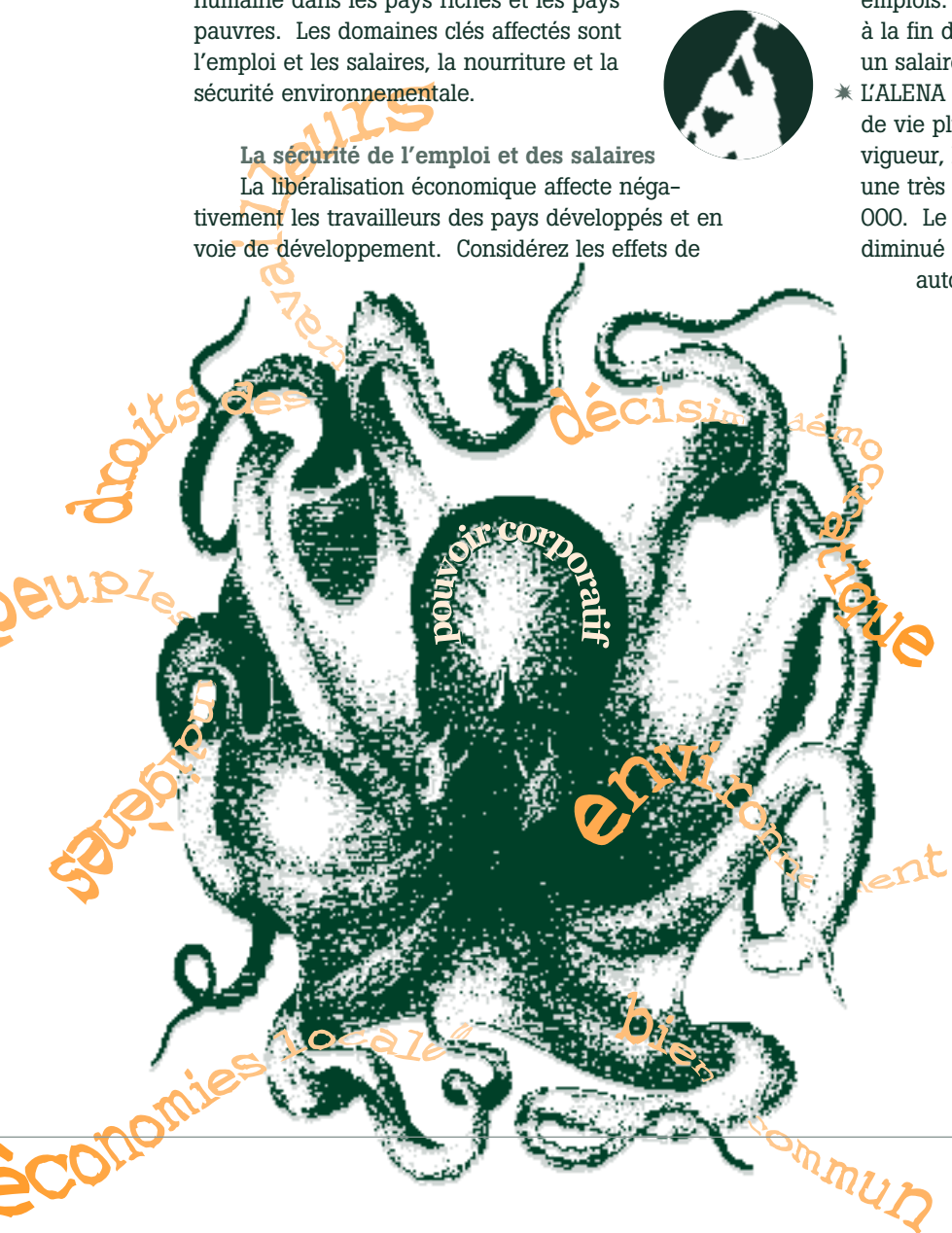
l'Accord de libre échange de l'Amérique du Nord (ALENA).

- * entre 1994 et 2000, l'ALENA a éliminé aux États-Unis 766,030 emplois réels et potentiels. *L'ALENA à sept* – un rapport de l'Economic Policy Institute (Institut pour les politiques économiques) – montre aussi que l'ALENA a contribué à accroître les inégalités des revenus, à supprimer des salaires réels, à affaiblir les pouvoirs de négociation des groupes et, aux États-Unis, à réduire les bénéfices marginaux.
- * L'ALENA et son prédécesseur, l'accord de libre échange Canada-États-Unis, ont aussi eu un effet défavorable sur l'emploi au Canada. Une étude gouvernementale peu connue indique qu'entre 1989 et 1997, l'essor du commerce canadien s'est soldé par une disparition réelle de 276 000 emplois. L'ALENA a aussi abaissé les salaires: à la fin de 1999, 52% des Canadiens recevaient un salaire inférieur à 15\$/l'heure.
- * L'ALENA promettait au Mexique un standard de vie plus élevé, mais depuis son entrée en vigueur, le nombre de Mexicains vivant dans une très grande pauvreté s'est élevé à 4 000 000. Le revenu des travailleurs salariés a diminué de 25% et ceux des travailleurs autonomes, de 40%.

L'insécurité alimentaire

La sécurité alimentaire est particulièrement critique dans les pays en voie de développement où souvent les réserves sont plutôt maigres. Récemment, *Trade and Hunger*, une étude de John Madeley, évaluait l'impact de la libéralisation du commerce sur la sécurité alimentaire dans 39 pays de l'Afrique, de l'Asie, de l'Amérique Latine et de l'Europe de l'Est. L'évidence était remarquablement consistante. Le libre échange ne profite qu'aux riches; la plupart des pauvres se trouvent dans une plus grande insécurité alimentaire.

Les politiques de libéralisation économique imposées par la Banque mondiale,



QUE POUVONS-NOUS FAIRE?

- * **Nous renseigner davantage sur l'OMC et les effets des accords actuels de libre échange tel que l'ALENA, en utilisant les ressources énumérées ci-après.**
- * **Surveiller soigneusement les négociations commerciales de notre pays.** Nous opposer à celles qui renforcent le pouvoir des corporations et minent les droits du travail et les protections environnementales.
- * **Soutenir les entreprises et les fermes locales de dimension appropriée et aider à faire opposition au contrôle des corporations transnationales sur les économies.**
- * **Acheter des produits qui ne sortent pas d'ateliers où on exploite les travailleurs et qui sont commercialisés de manière équitable.** Les sites web suivants contiennent une richesse d'information qui peut vous aider:
Co-op America (des États-Unis):
<www.coopamerica.org>;
<www.sweatshop.org> et
<www.responsibleshopper.org>;
Maquila Solidarity Network (du Canada):
<www.maquilasolidarity.org>;
Collectif de l'éthique sur l'étiquette (de la France):
<www.crc-conso.com/etic/>.

RESSOURCES SUR LE COMMERCE ET LA MONDIALISATION

LES SITES WEB

- * **Le site web BSCIJ (Bureau de Sainte-Croix internationale pour la justice)** <www.holycrossjustice.org> contient de nombreuses ressources sur le commerce et la mondialisation et aussi des liens pour accéder à d'autres sites en rapport avec le commerce.
- * **Le «Council of Canadians»** <www.canadians.org> possède les dernières nouvelles sur l'ALENA et la proposition de l'Accord de libre échange des Amériques (ZLEA)

à partir d'une perspective canadienne. Plusieurs de ses articles sont en anglais et en français.

- * **L'ATTAC** <www.attac.org> est une association internationale originaire de la France. Son site web multilingue offre d'excellentes analyses des questions concernant le commerce et la mondialisation à partir des perspectives du premier et du tiers monde.
- * **Le Global Trade Watch** de Public Citizen <www.citizen.org/trade/> surveille les accords internationaux sur le commerce, en particulier l'ALENA.
- * **Le Third World Network** <www.twinside.org.sq/> présente une vision des questions concernant le commerce et la mondialisation à partir des pays du Sud.
- * **Le WTO Watch** <www.wtowatch.org> offre les dernières nouvelles sur l'Organisation mondiale du commerce.

VIDÉOS

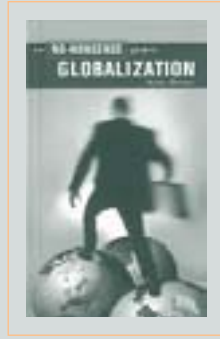
- * ***The New Global Economy: A View from the Bottom up.*** Produite par Resource Center of the Americas, cette vidéo critique les composantes clés du commerce mondial (corporations transnationales, accords de libre échange et programmes d'ajustements structurel) à partir de la perspective de ceux qui se trouvent au bas de l'échelle économique (24 mn).
- * ***Bill Moyers Reports: Trading Democracy:*** un documentaire de la télé qui expose le controversé Chapitre 11 de l'ALENA, lequel a été étiqueté "un contournement de la Constitutions des États-Unis". Moyers précise comment les investisseurs utilisent une obscure provision de l'ALENA pour défier les pouvoirs qu'ont les gouvernements de protéger leurs citoyens, pour contourner les lois concernant l'environnement/la santé et même pour renverser les décisions d'un jury qui leur sont défavorables. Cette vidéo révèle les effets pervers de l'ALENA – un traité qui a été élaboré pour encourager la démocratie à travers le libre-échange, mais qui, en fait, a donné aux corporations la capacité d'intenter un procès contre les gouvernements devant des tribunaux secrets, donc de saper la démocratie au-delà des frontières internationales. (58 mn)
- * ***Something to Hide.*** Dans l'économie mondiale actuelle, les corporations cachent leurs moyens de production derrière des portails fermés à clé, des gardes armés et des clôtures hautes de 3 mètres coiffées de barbelés tranchants. Qu'essaient-ils de

cache? La vidéo montre comment, à travers le monde, les consommateurs font face aux violations des droits humains par les corporations (25 mn).

On peut emprunter gratuitement ces vidéos (disponibles en VSH et PAL) de la Justice Resource Library des sœurs de la Sainte-Croix (courriel: ksmmedley@cscsisters.org; téléphone: 574-284-5303; télécopieur: 574-284-5596).

LIVRES

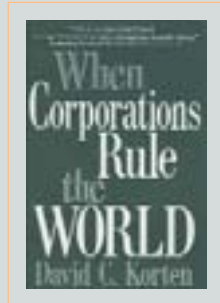
★ *The No-Nonsense Guide to Globalization*, de Wayne Ellwood, New Internationalist Publications, Toronto, 2001.



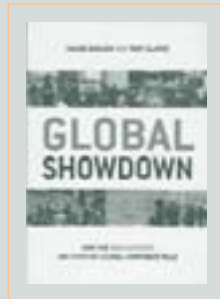
★ *The No-Nonsense Guide to Fair Trade*, de David Ransom, New Internationalist Publications, Toronto, 2001.



★ *When Corporations Rule the World*, de David C. Korten, Barrett-Koehler Publishers, San Francisco, 1995, et Kumarian Press, West Hartford, CT.



★ *Global Showdown: How the New Activists Are Fighting Global Corporate Rule*, de Maud Barlow and Tony Clark, Stoddart Publishing Co. Ltd., Toronto, 2001.



>>> suite de page 13

le FMI et l'accord de l'OMC sur l'agriculture exige des pays en voie de développement qu'ils opèrent des changements cruciaux dans leurs politiques alimentaires et agricoles. On force les pays à ouvrir leur économie aux importations alimentaires à bon marché, à donner une plus grande priorité aux récoltes d'exportation, et à limiter fortement le soutien accordé à leurs propres agriculteurs. La plupart des petits producteurs alimentaires ne peuvent compétitionner avec les importations à bon marché souvent «déversées» par les pays développés pour éliminer leurs surplus. Les agriculteurs locaux n'ont pas le choix; ils doivent laisser leur terre et se lancer dans la production d'exportation. Dans un cas comme dans l'autre, on mine l'autosuffisance alimentaire. Et les consommateurs ne bénéficient pas nécessairement de la nourriture importée à bon marché. Un grand nombre de ceux qui en ont le plus besoin – et qui pourraient négocier avec un agriculteur local – n'ont pas l'argent qu'il faut pour se procurer les produits importés.

L'insécurité environnementale

Le rapport sur le développement humain de 1999 considère l'état de l'environnement mondial comme une «urgence silencieuse» menaçant la sécurité de tous. L'économie de marché est en train de dévaster la planète –par l'utilisation de quantités massives de ressources non renouvelables et l'élimination d'écosystèmes et d'habitats à un rythme inégalé– dans l'intérêt des profits des corporations. Mais ce n'est pas seulement une question d'épuiser des ressources spécifiques, c'est la capacité réelle de la terre de soutenir la vie qui est maintenant compromise. Ironiquement, l'économie de marché se détruit elle-même en faisant disparaître ses propres systèmes de soutien et en épuisant ses propres richesses. Au cours des 50 dernières années, on a consommé plus de ressources naturelles mondiales que dans toute l'histoire de l'humanité.



Pendant, la consommation des ressources n'est pas le seul effet de la libéralisation économique sur l'environnement. Les politiques néolibérales et les accords de libre échange réduisent la capacité des gouvernements de réparer les dommages environnementaux et de protéger les ressources encore disponibles.

★ En 1999, le FMI a forcé le Brésil à réduire de 19% son budget pour la protection de l'environnement. En outre, la récession provoquée par les politiques du FMI a aggravé le chômage, forçant



»»» suite de page 15

les gens à détruire de plus grandes surfaces de forêt tropicale pour assurer leur subsistance.

- ★ Au milieu des années 1990, le FMI a fait pression sur les Philippines pour qu'elles ouvrent leur secteur minier à l'investissement étranger et amputent leur programme de protection de l'environnement. Les opérations minières qui en ont résulté ont causé une épidémie de problèmes sociaux, empiété sur les droits des communautés rurales et réduit leurs moyens d'existence. En 1996, un déversement du barrage d'évacuation Marcopper à Marinduque a sérieusement pollué la rivière et les baies, ressources décisives pour les villages locaux.

Démocratie en perte de vitesse: Le plus grand prix à payer pour l'économie de marché a peut-être été l'érosion de la souveraineté nationale et des prises de décisions démocratiques. Les règles de l'OMC et les accords locaux de libre échange accroissent le pouvoir corporatif au détriment des États-nation et de leurs citoyens, minant leur capacité de se gouverner eux-mêmes.

- ★ *L'accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires* de l'OMC (Accord SPS) a imposé des contraintes aux politiques gouvernementales concernant la sécurité alimentaire et la santé des plantes et des animaux. Au cours des cinq premières années d'existence de l'OMC, des panels de résolution des conflits ont légiféré contre les lois à l'étude sur la sécurité alimentaire en prétextant qu'elles restreignaient trop le commerce. On peut citer la loi de la communauté européenne sur la protection des consommateurs interdisant le bœuf traité artificiellement aux hormones et les efforts du Japon pour prévenir l'entrée au pays d'insectes nuisibles pour les fruits.
- ★ L'ALENA permet aux corporations de poursuivre les gouvernements signataires devant les tribunaux secrets de l'ALENA pour des gestes gouvernementaux qui, dit-on, réduisent les profits. Par deux fois, le Canada a été poursuivi par des corporations américaines et forcé de lever son interdiction d'exportation des BPC et des additifs toxiques MMT pour l'essence et de payer plus de 250 M de dollars américains pour dommage causé aux corporations.

Conclusion

Il est clair que la mondialisation et le commerce international ne sont pas mauvais en eux-mêmes. Comme l'a fait remarquer le prix Nobel Amartya Sen, «être généralement contre les marchés serait... aussi étrange qu'être généralement contre le fait

que les gens se parlent.» Mais reconnaître la réalité de la mondialisation n'implique pas qu'on permette aux marchés mondiaux d'opérer comme ils le font actuellement. Dans des perspectives de justice sociale et de protection de l'écologie, la concentration actuelle de la richesse et du pouvoir est tout simplement inacceptable. Notre système économique mondial doit être recentré: les profits et le pouvoir doivent être écartés et remplacés par un développement humain authentique, le déploiement de la création et le bien commun. ■

Mary Turgi, sœur de la Sainte-Croix, est directrice du Bureau de Sainte-Croix internationale pour la justice (BSCIJ). Précédemment, elle a enseigné au niveau collégial/universitaire, été coordonnatrice des apostolats de promotion de la justice sociale au «Saint Mary's College», à Notre Dame, IN et coordonnatrice du développement communautaire au «Covington Community Center» à Covington, KY.



Ouvre la bouche en faveur du muet, pour la cause de tous les délaissés. **Ouvre la bouche**, juge avec justice, défends la cause du pauvre et du malheureux.

Proverbes, 31, 8-90



perspectives est une publication du Bureau de Sainte-Croix internationale pour la justice. S'il vous plaît, faites parvenir toutes questions, demandes ou idées à: Mary Turgi, CSC / 403 Bertrand Annex – Saint Mary's / Notre Dame, IN 46556-5018, USA / Téléphone: (574) 284-5366 / Courriel: mturgi@igc.org / www.holycrossjustice.org